ACTION EN PAIEMENT

AFFAIRE :

**Société JAIMATA DI
TRANING SARL**

(SCPA MANDELA)

C/

SOCIETE NIGER LAIT SA

(SCPA JUSTICIA)

DECISION:

- Déclare recevable l'action de la société JAI MATA DI TRANING SARL, régulière en la forme ;
- Au fond, Dit que la société JAI MATA DI TRANING SARL est créancière de la société Niger Lait SA pour la somme de 50 800 000 FCFA après déduction des paiements partiels de celle-ci ;
- En conséquence, condamne la société Niger Lait SA à payer à la société JAI MATA DI TRANING SARL ladite somme représentant le montant de sa créance ;
- La condamne également à lui payer la somme de cinq millions (5 000 000) FCFA à titre de dommage et intérêts ;
- Déboute la société Niger lait en sa demande de délai de grâce ;
- Dit que l'exécution provisoire de la décision est de droit ;
- Condamne la société Niger Lait aux dépens.

Le tribunal de commerce de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique ordinaire du **Douze Février deux mille vingt-cinq**, tenue au palais dudit tribunal par Madame **FATI MANI TORO**, Présidente, en présence des messieurs **IBBA HAMED** et de **SEYBOU SOUMAILA**, tous deux Juges consulaires avec voix délibératives, avec l'assistance de Maître **AISSA MAMAN MORI**, Greffière, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE :

SOCIETE JAI MATA DI TRADING SARL : ayant son siège social est à Niamey quartier Banizoumbou, grand marché, BP 11 114, inscrite au numéro RCCM-NI-NIA 2009 /B/844 NIF 144990/R, représentée par son gérant assistée de la SCPA MANDELA, Avocats associés, 468, AVENUE DES DJERMAKOYS, BP 12 0040, TEL : 20 75 50 91/20 75 55 83 en l'étude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites ;

Demanderesse,
D'une part

ET

SOCIETE NIGER LAIT ; société Anonyme avec conseil d'administration au capital de 508 860 000 FCFA ayant son siège social à Niamey, zone industrielle, BP : 13 324 Niamey ; RCCM N° NI -NIM-2004-B-555 représentée par sa Présidente Directrice Générale assistée de la SCPA JUSTICIA, avocats associés, koira Kano (KK28) boulevard Askia Mohamed, BP : 13 851 Niamey TEL 20 35 21 26, en l'étude de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

Défenderesse,
D'autre part

LE TRIBUNAL

Par acte d'huissier en date du 25 septembre 2024, la société JAI MATA DI TRAINING SARL assistée de la SCPA MANDELA assignait la société Niger lait SA devant le tribunal de commerce de céans à l'effet de recevoir l'action ; condamner la société Niger Lait au paiement de la somme de 52 900 000 FCFA représentant la créance principale et celle de 15 000 000 FCFA à titre de dommages et intérêts ; dire que l'exécution provisoire est de droit et la condamner aux dépens ;

Elle expose qu'elle fournissait à la société Niger lait SA, dans le cadre de leurs relations contractuelles, des marchandises ; elle reste lui devoir la somme de 52 900 000 FCFA pour laquelle une sommation de payer lui fut servie le 20 juin 2024 où elle indiquait qu'elle ne serait en mesure de verser que la somme de 500 000 FCFA par semaine ; or, celle-ci ne respectait pas la convention des parties en violation de l'article 1134 du code civil ;

La société Niger Lait SA, par conclusions en date du 19/11/2024, soutient qu'elle avait procédé à des versements d'une somme totale de 2 600 000 FCFA ramenant la créance à un montant de 50 300 000 FCFA d'en faire le constat ;

De plus, elle indique que les évènements du 26 Juillet 2023 intervenus au Niger ayant conduit à des sanctions ont eu des répercussions sur la situation économique du pays dont elle n'est pas épargnée ;

Ainsi, elle estime que sa situation financière précaire et sa bonne foi à l'égard de sa créancière justifient qu'il lui soit accordée un délai de grâce de 24 mois pour payer sa dette ; elle conclut que la demande de condamnation au paiement de dommages-intérêts est mal fondée car en vertu de l'article 1382 du code civil elle doit obéir à une triple condition alors que la demanderesse ne justifie d'aucun préjudice ;

La société JAI MATA DI, par conclusions en réplique en date du 27/11/2024, réitère ses précédentes demandes ; elle soutient que la société Niger Lait sollicite un délai de grâce alors que d'abord, elle n'est pas de bonne foi car elle ne respecte pas de ses engagements ; puis, elle ne fait pas la preuve de ses allégations ; enfin, elle fonde sa demande sur l'article 39 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et les voies d'exécution qui prévoit un délai de grace d'un an au lieu de 24 mois sollicité par celle-ci ;

Elle indique que sa demande de dommages-intérêts est fondée car elle a été privée de ses fonds du fait du non-respect des engagements de celle-ci l'obligeant, ainsi, à recourir aux services d'un huissier de justice et d'un avocat ;

DISCUSSION

En la forme

Du caractère de la décision

Les parties ont été représentées par leurs conseils respectifs, il sera statué par jugement contradictoire à leur égard ;

De la recevabilité de l'action

L'action a été introduite suivant les forme et délai légaux ; il y a lieu de la

déclarer recevable ;

Au fond

De la demande en paiement

La société JAI MATA DI TRANAING SARL sollicite du tribunal de condamner la société Niger Lait SA à lui payer la somme de 52 900 000 FCFA représentant le montant de sa créance ;

Aux termes de l'article 1134 du code civil : *« les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise. Elles doivent être exécutées de bonne foi »* ;

L'article 1315 du Code civil énonce : « celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.

Réciproquement, celui qui se prétend libérer doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation » ;

De plus, l'article 24 du code de procédure civile dispose que « il incombe à chaque partie de prouver, conformément à la loi, les faits nécessaires au succès de sa prétention » ;

En l'espèce, il ressort du dossier que dans le cadre de ses activités professionnelles, la société Niger Lait a reçu des marchandises pour lesquelles elle reste devoir ladite somme ;

Toutefois, celle-ci ne conteste pas le montant en cause mais indique avoir effectué des versements non pris en compte par la demanderesse ;

Or, cette dernière ne conteste pas cette prétention dans ses conclusions en réplique mais réitère la demande en paiement sur le même montant ;

La société Niger Lait SA versait en l'appui de ses prétentions cinq reçus de versement sur le compte ORABANK de la société JAI MATA DI dont 3 portant sur la somme de 500 000 FCFA et deux portant sur la somme de 300 000 FCFA ; il s'agit du reçu du 12/07/2024, celui du 27/07/2024, celui du 26/08/2024, celui du 26 septembre 2024 et celui du 05/10/2024 ; que le versement du 06/06/2024 portant sur la somme de 500 000 FCFA n'ayant pas été prouvé par la société Niger lait, ne serait pas pris en compte ;

Dès lors, le paiement partiel effectué par celle-ci porte sur la somme de 2 100 000 FCFA et serait déduite du montant réclamé de 52 900 000 FCFA ; le montant de la créance sera, donc, de 50 800 000 FCFA.

Il s'ensuit que la demande de paiement de la société JAI MATA DI est justifiée en son principe ; quant à son montant, il sera ramené à la somme de 50 800 000 FCFA et la déboute du surplus ; la société Niger Lait qui n'a ni prouvé son paiement ni allégué un fait ayant entraîné l'extinction de cette obligation sera, par conséquent, condamnée à payer à la société JAI MATA DI la somme de 50 800 000 FCFA F CFA à titre de créance.

Des dommages et intérêts

La société JAI MATA DI sollicite du tribunal de condamner la société Niger Lait à lui verser la somme de 15 000 000 FCFA à titre de dommages et intérêts ; que cette dernière estime que cette demande n'est pas fondée à l'absence de la preuve d'un préjudice ;

Aux termes de l'article **1142 du code civil** : « *Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur* » ;

L'article **1147 dudit code** précise que : « *le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit en raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part* » ;

Il résulte de ces dispositions que la mise en jeu la responsabilité contractuelle suppose un manquement à une obligation contractuelle, un préjudice et un lien de causalité entre les deux ;

Il faut constater que la société Niger Lait ne payait pas sa dette conformément à l'accord des parties sans raisons valables ; Elle n'indique aucune cause susceptible de justifier ce manquement à son obligation ;

Il est évident que cette défaillance a causé d'énormes préjudices à la demanderesse qui fut obligée de saisir les juridictions pour obtenir le paiement de la somme en cause ;

Par ailleurs, la demande paraît fondée dans son principe mais elle est exagérée dans son quantum ; il y a lieu de ramener à une valeur juste en allouant à la société JAI MATA DI la somme de 5 000 000 FCFA à titre de dommages-intérêts en la déboutant du surplus et de condamner la société Niger Lait à lui payer ladite somme ;

Du délai de grâce

Selon l'article 39 de l'Acte uniforme portant procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSR/VE), « *le débiteur ne peut forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible.*

Toutefois compte tenu de la situation du débiteur et en considération des besoins du créancier, la juridiction compétente peut, sauf pour les dettes d'aliments et les dettes cambiales, reporter ou échelonner le paiement des sommes dues dans la limite d'une année. Elle peut également décider que les paiements s'imputeront d'abord sur le capital.

Elle peut en outre subordonner ces mesures à l'accomplissement par le débiteur, d'actes propres à faciliter ou à garantir le paiement de sa dette » ;

Il en résulte que si la juridiction peut accorder un délai de grâce au débiteur, elle doit tenir compte de certains éléments dont la situation de la trésorerie de celui-ci, sa bonne foi, sans également compromettre les besoins du créancier ;

Il convient cependant de relever que la Société Niger Lait a déjà bénéficié de délais pour le paiement échelonné de la créance, et nonobstant son engagement de verser 500 000 FCFA par semaine, elle n'a réglé de la sommation de payer du 20/06/2024 à l'assignation que la somme de 2.100.000 F CFA ;

En plus, elle évoque des difficultés de trésorerie et une situation financière précaire qu'elle ne justifie d'aucune pièce ;

Il ne saurait par conséquent lui accorder un délai de grâce sans compromettre les besoins du créancier, c'est pourquoi sa demande sera rejetée

De l'exécution provisoire

La société JAI MATA DI sollicite de dire que l'exécution provisoire de la décision nonobstant toutes voies de recours est de droit ;

Aux termes de l'article 51 de la loi 2019 sur les tribunaux de commerce, l'exécution provisoire du jugement est de droit lorsque le taux de la condamnation est inférieur à cent millions (100.000.000) de FCFA ;

En l'espèce, le taux de condamnation est inférieur à cent millions (100.000.000) CFA ; il y a lieu de dire, par conséquent, que l'exécution provisoire est de droit ;

Des dépens

La société Niger Lait a succombé au procès, elle sera, par conséquent, condamnée aux dépens.

Par ces motifs

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en premier et dernier ressort :

- **Déclare recevable l'action de la société JAI MATA DI TRAINING SARL, régulière en la forme ;**
- **Au fond, Dit que la société JAI MATA DI TRAINING SARL est créancière de la société Niger Lait SA pour la somme de 50 800 000 FCFA après déduction du paiement partiel effectué par celle-ci ;**

- **En conséquence, condamne la société Niger Lait SA à payer à la société JAI MATA DI TRANING SARL ladite somme au titre de sa créance ;**
- **La condamne également à lui payer la somme de cinq millions (5 000 000) FCFA à titre de dommage et intérêts ;**
- **Déboute la société Niger lait en sa demande de délai de grâce ;**
- **Dit que l'exécution provisoire de la décision est de droit ;**
- **Condamne la société Niger Lait aux dépens.**

Avis du droit de pourvoi : un (01) mois devant la Cour d'Etat à compter du jour de la signification de la décision par requête écrite et signée au greffe du tribunal de céans.

Ont signé les jour, mois et an que dessus ;

La présidente

La greffière